



Décembre 2008 / Janvier 2009

LUPO flash

Le Journal

du Parti Socialiste de Saint-Leu

60^{ème} anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme



Le 10 décembre 1948 : dans le préambule de la déclaration « **Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme.** ». Les anniversaires n'ont d'intérêt que si les grands principes proclamés ne sont pas démentis par les faits. Que le ministre des Affaires étrangères s'aperçoive aujourd'hui qu'un secrétariat d'Etat aux droits de l'homme n'est qu'une manœuvre de communication déchargeant les autres ministres du respect des droits et des libertés, n'est qu'un début d'autocritique qui ne doit pas masquer l'essentiel.

L'essentiel, c'est qu'aujourd'hui en France ; les journalistes sont arrêtés chez eux à 6 heures 30 du matin, qu'on peut lâcher des chiens policiers à l'improviste dans une classe de collège, qu'on peut envisager tranquillement d'enfermer de force des SDF comme on enferme des sans papiers dans les centres de rétention et des personnes non condamnées dans des centres de « rétention de sûreté ».

L'essentiel, c'est qu'après le « boucler fiscal » pour les uns et les « franchises médicales » pour les autres, on puisse juxtaposer « parachutes dorés » et contrôle du train de vie des chômeurs, et suppression des réseaux d'aide scolaire aux élèves en difficulté.

L'essentiel, c'est de savoir si la proclamation auto satisfaite de la « France pays des droits de l'homme » secrétariat inclus ou non, va continuer à recouvrir « la méconnaissance et le mépris » de ces droits dans le quotidien de ceux qui sont la cible de politique sécuritaire, xénophobes et inégalitaires

En ce jour anniversaire, nous pourrions appeler le gouvernement à mettre ses actes en accord avec la posture médiatique, et les citoyens à s'engager toujours davantage pour la protection et le progrès si nécessaire de la liberté et de l'égalité en droits et en dignité, dans les faits et chaque jour, de tous les êtres humains face à l'autoritarisme, à la discrimination et à l'injustice sociale.

Lupo' Parti Socialiste

Guy Michalon

Comme toutes les instances du parti socialiste, la section de Saint Leu et environs a renouvelé sa direction dans le cadre du 75^{ème} congrès du PS.

Toutes les lignes politiques ayant débattu à l'occasion du congrès de Reims sont présente dans l'équipe:

Guy Michalon, secrétaire de section, **Pascal Schmitt**, secrétaire adjoint,
Jean-Claude Berthelot, Trésorier et **Pascal Carrasco**, trésorier adjoint.

Celle-ci a pour mission de mener à bien les orientations du Parti Socialiste qu'elle s'est fixée: Rendre notre Parti plus lisible à l'extérieur de la section, développer notre communication envers les Lupoviennes et Lupoviens, ouvrir notre Parti en direction des jeunes et soutenir, mobiliser les forces qui permettent de maîtriser ensemble notre destin.



**Les militants socialistes de Saint Leu et environs
vous souhaitent de joyeuses fêtes**

Fédération de l'Oise du Parti Socialiste – Section de Saint Leu d'Esserent – 60340

Site: <http://ps-stleu.overblog.com> – Directeur de la publication: Guy Michalon – Imprimerie spéciale Parti Socialiste

LUPoint de vue

« SECURITE SOCIALE »

« SECURITES » nouvelles brèves

Sécurité publique

Le D.A.L, une association de défense des sans abris, vient d'être condamnée à 12 000 € et réquisition des tentes pour avoir laissé traîner « des objets quelconques » sur la voie publique lors de son action rue de la BANQUE... Cela ne s'invente pas !

Sécurité dans la continuité

M Patrick LEPLAY, candidat UMP dans notre canton, a succédé à M BESSET à la tête du Comité de Développement DURABLE à St LEU. Pourvu que ça dure !

Sécurité sécuritaire

La prison dès 12 ans cela devrait faire réfléchir les lycées qui manifestent contre la réforme DARCOS et pour leur avenir.

« SOCIAL » toujours en bref

M MARINI, sénateur de l'Oise UMP, milite pour la justice fiscale

1^{er} amendement proposé par M MARINI
Possibilité de déduire de ses impôts les pertes boursières liées à la crise

2^{ème} amendement

Suppression de la ½ part supplémentaire pour les parents isolés qui ont élevé seul (e)s leurs enfants.

Encore quelqu'un qui doit manger au « FOUQUET'S » avec Nicolas où l'on rencontre plus de détenteurs d'actions que de femmes ayant élevé seules leurs enfants.

C'est elle qui nous intéresse au quotidien puisque 85% des français sont attachés à une protection sociale solidaire. Mme BACHELOT Ministre UMP s'en occupe avec son projet « Hôpital » et la création des ARS Agence Régionale de Santé.

Seraient supprimés les conseils d'administration dans les hôpitaux et avec eux les élus et les usagers qui y siègent, ce sera ainsi plus facile à gouverner.

Nomination de Superpréfets de la santé, surtout financière, qui auront tout pouvoir, directement branché sur le Ministère..

La tarification, à l'activité, actuelle favorise le secteur privé spécialisé dans les actes facilement quantifiables qui laisse le reste au secteur public. Le chiffre d'affaires du privé a augmenté de 9% et les hôpitaux enregistrent 700 millions d'euros de déficit programmé.

Exemple local :

Hôpital de Creil : 15 millions de déficit. le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation s'en occupe à lui tout seul par une fusion programmée avec Senlis. Le Comité de défense de l'Hôpital de Creil veut faire entendre une autre voix.

Hôpital Psychiatrique de Clermont : le même Directeur s'en occupe aussi en proposant la fermeture de 220 lits avec des suppressions d'activités et d'emploi de soignants.

Vraiment tous des incapables ces Directeurs qui n'arrivent pas à faire fonctionner leurs hôpitaux avec l'argent que l'on ne leur donne pas.

Je n'ai pas eu le temps de vous parler de la « possibilité » de travailler le Dimanche et même jusqu'à 70 ans si vous en avez envie et la santé, pour les augmentations de salaires, pas question de pénaliser la compétitivité des entreprises. Quant à la suppression de 3000 postes dans les RASED, réseaux d'aide aux élèves en difficultés les enseignants et les parents d'élèves qui sont en lutte ont bien besoin de notre soutien. Les attaques contre l'éducation nationale, les hôpitaux, la poste, la mise en péril des emplois industriels (STRADAL à St LEU) doivent cesser par notre action solidaire. Il n'y a pas de fatalité à cette insécurité sociale que nous propose le libéralisme de l'UMP. La défense du système Bancaire, à coup de milliards, nous montre l'exemple de ce que peut faire le politique quand il le veut. Mais là est sûrement le problème avec le gouvernement actuel.

Louis Frank

www.parti-socialiste.fr/adherer - <http://ps-stleu.overblog.com>

Adhérez maintenant !

